



Climate & Development
Knowledge Network

FICHE D'APPRENTISSAGE

Juillet 2026

Messages clés

- L'adaptation menée localement (LLA) en Afrique porte essentiellement sur la question de savoir qui détient le pouvoir décisionnel, afin de garantir que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les personnes âgées et les groupes marginalisés puissent influencer les priorités et l'allocation des ressources.
- Partout dans la région, les communautés innovent en combinant les savoirs autochtones, l'expérience vécue et les données scientifiques pour faire face à la variabilité climatique et aux changements sociaux et économiques plus larges, les femmes et les jeunes jouant souvent un rôle clé en tant que détentrices de savoirs et mobilisatrices.
- Une LLA efficace repose sur des systèmes de gouvernance inclusifs qui favorisent la prise de décision locale, notamment un ancrage juridique, un financement prévisible et flexible, ainsi que des voies structurées permettant aux communautés de se faire entendre.
- Les approches d'adaptation doivent être agiles et ancrées socialement, en particulier dans les contextes touchés par les conflits, les déplacements et les mouvements rapides de population, où les modèles de projets statiques deviennent rapidement obsolètes.
- Développer l'approche LLA ne consiste pas seulement à la reproduire (déploiement horizontal), mais aussi à transformer en profondeur les systèmes (déploiement en profondeur) : ancrer l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans les institutions, modifier les rapports de force, renforcer le leadership local et investir dans des processus à long terme de collaboration et de confiance.

Enseignements tirés d'un atelier de réflexion sur l'adaptation menée à l'échelle locale en Afrique

Partout en Afrique, les communautés s'adaptent depuis longtemps à la variabilité climatique grâce à la mobilisation des savoirs locaux, à l'action collective et aux pratiques autochtones. Pourtant, ces formes de résilience restent souvent sous-reconnues dans la planification climatique nationale et sous-soutenues par les mécanismes de financement de l'adaptation.

Le programme du Réseau de connaissances sur le climat et le développement (CDKN) vise à renforcer et à autonomiser les leaders climatiques locaux et nationaux, en leur permettant de conduire un changement significatif et durable au sein de leurs institutions et communautés. En Afrique, le CDKN met en œuvre des programmes de développement résilients au changement climatique dans cinq pays prioritaires – le Kenya, l'Éthiopie, le Ghana, la Namibie et le Sénégal – et soutient cinq projets « de la connaissance à l'action » menés localement.



Des femmes pèsent des fruits de baobab récoltés. Crédit photo: Micaia

Auteur: Fatema Rajabali

Le CDKN s'efforce de combler le fossé entre ce que les communautés font déjà et les systèmes qui façonnent la gouvernance climatique et les décisions d'investissement, en soulignant que l'adaptation au changement climatique est plus efficace lorsque le leadership local, la gouvernance inclusive et les connaissances issues des communautés constituent le point de départ de l'action plutôt qu'une réflexion après coup.

C'est dans cet esprit qu'en août 2025, le programme CDKN Afrique a réuni 16 partenaires de l'initiative issus de neuf pays africains afin de discuter des enseignements tirés de leurs travaux soutenus par le CDKN. Cet atelier régional d'apprentissage a créé un espace dédié aux praticiens, chercheurs, organisations de jeunesse et dirigeants communautaires pour réfléchir à ce à quoi ressemble réellement l'approche LLA dans la pratique, et pourquoi les approches fondées sur l'autonomie communautaire sont essentielles. Il s'agissait d'un espace pour réfléchir aux moments où l'adaptation est véritablement façonnée par les communautés, ainsi qu'aux obstacles systémiques qui continuent de limiter l'inclusion, l'autonomie et la résilience à long terme. Ce document synthétise les principales conclusions de l'atelier d'apprentissage.

Les quarante et un participants ont également examiné les ressources institutionnelles, humaines et financières nécessaires pour mettre en œuvre et pérenniser des approches centrées sur les communautés à grande échelle.

Ils ont réfléchi aux conditions requises pour ancrer plus largement ces approches au sein des systèmes de gouvernance. L'atelier a pris en compte le fait que l'approche LLA découle de l'expérience vécue, du leadership local et de la gestion quotidienne de l'incertitude climatique, où l'exposition aux impacts est déterminée par des facteurs sociaux et économiques qui s'entrecroisent.

En réunissant des partenaires issus de contextes divers — des zones touchées par des conflits aux pâturages pastoraux, des forêts sacrées rurales aux zones urbaines —, l'atelier a soutenu l'objectif stratégique plus large du CDKN : renforcer l'autonomie des communautés, faire le lien entre les systèmes de gouvernance locaux et nationaux, et approfondir les voies régionales vers un développement résilient au changement climatique à travers l'Afrique.

À quoi ressemble l'adaptation menée localement dans la pratique

L'un des principaux enseignements de l'atelier a été que l'adaptation menée localement ne peut se réduire à un modèle ou à une liste de contrôle. Dans des contextes aussi divers que le nord du Kenya, le sud du Ghana, le centre du Mozambique et l'ouest de la province équatoriale au Soudan du Sud, le centre du Bénin et les villes du nord et du sud du Cameroun, l'adaptation menée localement se caractérise par un leadership local, une prise de décision ancrée dans les priorités locales et les réalités vécues, ainsi que par l'appropriation par la communauté des voies d'adaptation.



Photo de groupe des participants à l'atelier du CDKN sur l'approche LLA à Machakos, au Kenya. Crédit photo : CDKN

Par exemple, les efforts de Youth Empowerment and Development Aid (YEDA) pour mettre en place des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) à Mundri West permettent aux familles de mettre en commun leurs économies, d'accéder à des prêts et d'investir dans une agriculture intelligente face au climat ou dans de petites entreprises, créant ainsi un filet de sécurité géré localement contre les chocs environnementaux et sociaux.

À travers ces exemples, la tendance est claire : l'adaptation locale réussit lorsque les priorités locales guident le programme et lorsque les communautés jouent un rôle central dans la définition des problèmes, l'interprétation des connaissances et l'élaboration des solutions. Les groupes ayant des besoins et des préoccupations spécifiques en matière de développement résilient au climat, tels que les jeunes et les femmes, sont souvent ceux qui mènent le changement et conçoivent des solutions inspirées par leurs perspectives uniques.

Relier divers systèmes de connaissances pour l'adaptation locale

L'un des thèmes transversaux les plus marquants a été l'importance des systèmes de connaissances hybrides. Partout en Afrique, les communautés possèdent déjà des connaissances approfondies sur les régimes climatiques, l'humidité des sols, la saisonnalité, la mobilité, ainsi que la biodiversité et l'évolution des paysages. Or, le changement climatique modifie ces schémas, et les modèles scientifiques ne suffisent pas à eux seuls à rendre compte de cette complexité.

Les participants ont montré à quel point l'apprentissage local et communautaire (LLA) prend tout son sens lorsque les savoirs locaux, autochtones et scientifiques interagissent dans le respect de leur intégrité. Des intermédiaires contribuent à instaurer un dialogue entre les différents systèmes de connaissances, facilitent les processus de coproduction et relient les savoirs communautaires aux mécanismes de planification et de gouvernance.

Dans les régions pastorales du Kenya, les savoirs autochtones rencontrent l'innovation numérique grâce à l'initiative Nature and People as One (NaPO), qui promeut l'utilisation de l'outil SMART (Spatial Monitoring and Reporting Tool), soutenu par le CDKN et autres partenaires, adapté aux langues locales et comportant des icônes d'animaux pour faciliter l'accès aux personnes peu alphabétisées.



Un participant à la résidence créative « Grand Slam » qui utilise la scène pour susciter l'intérêt des jeunes et les sensibiliser. Crédit photo : Grand Slam National

Les ambassadeurs de la communauté autochtone Rendille, concentrés dans les provinces du nord-est, l'utilisent pour surveiller les zones de pâturage, suivre les déplacements de la faune sauvage et coordonner les décisions saisonnières — démontrant ainsi que les outils numériques fonctionnent mieux lorsqu'ils sont intégrés aux structures sociales et adaptés aux contextes locaux.

Au Bénin, les communautés reconnaissent et protègent les forêts sacrées comme un pilier de leurs croyances spirituelles, de leur identité culturelle et de leurs pratiques coutumières. Au-delà de leur valeur écologique, ces forêts incarnent la gestion intergénérationnelle et la cohésion sociale.

Elles fournissent de multiples services écosystémiques, notamment la régulation de l'eau, la rétention des sols et la modération du microclimat, qui favorisent l'adaptation au réchauffement croissant et aux précipitations irrégulières. Grâce à SURVIE de la Mère et de l'Enfant (SURVIE), les connaissances empiriques des communautés sont de plus en plus documentées parallèlement à la recherche scientifique afin de démontrer ces avantages culturels et écologiques interdépendants.

Les pôles de collaboration au Ghana et les événements de slam au Cameroun ont montré comment divers acteurs ont traduit les sciences du climat et de l'environnement en récits culturellement significatifs.



Un éleveur pastoraliste, membre du Réseau des éleveurs pour la conservation de la NaPO, utilise un appareil GPS pour cartographier les principales caractéristiques des pâturages. Crédit photo : NaPO

Les participants ont souligné que « ce qui peut fonctionner à un endroit est totalement différent ailleurs », mettant en avant le fait que le partage des connaissances est une pratique relationnelle façonnée par la géographie, l'identité et la culture.

Au Soudan du Sud, les jeunes des comtés de l'Équatoria occidentale privilégient les approches d'adaptation portables et axées sur les compétences, ainsi que les activités génératrices de revenus rapides. Ils préfèrent les initiatives climatiques menées par les communautés, telles que le reboisement, l'agriculture résiliente aux inondations et les énergies renouvelables alternatives,

qui permettent de développer des compétences pratiques et des moyens de subsistance tout en renforçant la résilience de manière adaptée au contexte local. Cependant, les principaux défis résident dans la faiblesse des politiques d'adaptation au changement climatique, les difficultés d'application de ces politiques en raison de la faiblesse des systèmes de gouvernance, et l'accès limité, voire inexistant, au financement climatique.

Dans l'ensemble, ces expériences montrent que l'approche LLA ne se résume pas à un simple transfert de connaissances d'un acteur à un autre. Il s'agit de créer des espaces où les personnes peuvent réfléchir, articuler des connaissances tacites, partager leurs expériences et coproduire des idées et des interventions.

Systèmes de gouvernance inclusifs et conditions propices au leadership local

Tout au long de l'atelier, les participants sont revenus sur une idée centrale : l'apprentissage local ne peut être pérennisé sans des systèmes de gouvernance inclusifs qui créent les conditions propices au leadership local. Ces systèmes doivent aller au-delà de la simple décentralisation de l'autorité : ils doivent créer des espaces structurés où les communautés peuvent faire émerger les priorités des personnes les plus touchées par le changement climatique et les plus marginalisées, réfléchir, articuler leurs priorités, rendre explicites les connaissances tacites et influencer les processus décisionnels.

Au Bénin, la valeur d'adaptation démontrée des forêts sacrées a renforcé les arguments en faveur d'une reconnaissance juridique officielle. Avec le soutien de SURVIE, les dirigeants communautaires exhortent les législateurs nationaux à accorder un statut officiel aux forêts sacrées, renforçant ainsi leur importance écologique et culturelle au sein du cadre de gouvernance.



Les participants à l'atelier jouent au jeu de partage des connaissances « All hands on deck ». Crédit photo : CDKN

Dans tous les pays, les participants ont souligné la nécessité d'un financement prévisible, à long terme et flexible. Les communautés ne peuvent mener de manière significative l'adaptation lorsque le financement est à court terme, rigide ou trop axé sur des résultats tangibles. L'investissement doit également soutenir la facilitation, le dialogue et les processus décisionnels collectifs, fondements de la gouvernance qui constituent l'épine dorsale de l'adaptation menée localement.

Les petites et moyennes entreprises (PME) ont également été identifiées comme essentielles au renforcement de la viabilité économique de l'adaptation menée localement.

Dans les communautés côtières et insulaires du Sénégal, où la dégradation de l'environnement et les perspectives économiques limitées entraînent une émigration, les membres des communautés créent des plateformes de discussion locales pour comprendre les changements côtiers et identifier des opportunités de moyens de subsistance adaptatifs.

Le partenaire national du CDKN, ENDA Energie, a examiné comment l'échange de connaissances entre entrepreneurs, au sein des communautés et entre elles, contribue à stimuler l'innovation et à diversifier les sources de revenus dans un contexte environnemental en mutation.

Un exemple nous vient de l'île de Niodior, où des groupes de femmes et des organisations locales s'attaquent à l'élévation du niveau de la mer et à la dégradation des sols, causées par l'intrusion d'eau salée et la disparition des mangroves, grâce à des initiatives locales visant à assurer leurs moyens de subsistance.

Adaptation menée localement dans des contextes de conflit

L'atelier a mis en lumière des régions où l'adaptation au changement climatique est indissociable de l'instabilité géopolitique, des conflits et de la mobilité des populations. La contribution de YEDA sur le Soudan du Sud l'a illustré de manière claire.

Les participants ont décrit comment les communautés sont confrontées à des pressions qui se recoupent, notamment les déplacements de population, les conflits, les inondations et la perte d'infrastructures, parallèlement à la concurrence pour les ressources. Dans ces contextes, l'adaptation ne peut pas reposer sur une conception statique des projets ; elle doit tenir compte des conflits, s'appuyer sur les données de mobilité et être socialement inclusive.

Par exemple, des projets pilotes d'irrigation à énergie solaire ont permis aux communautés de maintenir la culture maraîchère malgré des régimes pluviométriques de plus en plus aléatoires qui ont perturbé les cycles de plantation traditionnels. La cartographie participative à 360° a en outre aidé les communautés à documenter les risques climatiques et à planifier des réponses dans des contextes où les déplacements, la faiblesse des infrastructures et la présence institutionnelle limitée compliquent la planification de l'adaptation.

La résilience économique s'est imposée comme un élément central de l'adaptation menée localement dans les contextes fragiles.

En 2025, des communautés de quatre villages du Soudan du Sud ont créé des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), mettant ainsi en place des filets de sécurité financière dirigés par la communauté qui renforcent les moyens de subsistance et aident les ménages à absorber les chocs liés au climat et aux conflits, en particulier pour les femmes confrontées à des obstacles à l'accès au système financier formel.

Les participants ont souligné que l'impact le plus profond réside dans le renforcement de la cohésion communautaire et de l'action collective dans un environnement où les institutions sont faibles et où la mobilité est essentielle à la survie. Les participants ont souligné que l'impact le plus profond réside dans le renforcement de la cohésion communautaire et de l'action collective dans un environnement où les institutions sont faibles et où la mobilité est essentielle à la survie. Ces expériences mettent en évidence un enseignement plus général : l'adaptation menée localement dans des contextes touchés par des conflits doit intégrer la gestion des risques climatiques à la cohésion sociale, à l'inclusion économique et à la participation équitable. Sans une attention particulière portée au genre et à l'inclusion sociale, les efforts d'adaptation risquent de renforcer les inégalités existantes plutôt que de renforcer la résilience.



Action de reboisement, au Bénin. Crédit photo : Survie



L'équipe de YEDA construit des abris d'urgence dans l'Équatoria occidentale. Crédits photo : YEDA

Implications pour les politiques, les pratiques et les investissements

Les enseignements tirés de l'atelier du CDKN ont des implications à plusieurs échelles

Pour les praticiens et la société civile :

Approfondir les approches participatives à l'aide d'outils tels que la cartographie des risques et les forums locaux afin de mieux comprendre les priorités locales et les dynamiques de pouvoir ; renforcer le leadership des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap, des personnes âgées et des groupes marginalisés, en veillant à ce que la participation se traduise par une influence sur la prise de décision ; utiliser des approches en phase avec la culture locale, notamment les arts, la narration et les plateformes animées par les jeunes, pour faire évoluer les normes et donner un sens concret à l'action climatique au niveau local ; collaborer avec les institutions locales existantes et les renforcer, tout en créant de nouveaux espaces, là où cela est nécessaire, pour le partage des connaissances et la résolution collective des problèmes ; et documenter les apprentissages (y compris les échecs) et favoriser les échanges entre pays et communautés pour renforcer l'apprentissage régional. Renforcer la volonté politique par un engagement continu, des actions de plaidoyer et des forums réunissant les responsables politiques, les experts et les communautés afin de favoriser l'adhésion politique aux interventions menées localement en les reliant au développement économique des pays.

Pour les gouvernements locaux :

Intégrer la LLA dans les processus de planification, de budgétisation et de suivi afin que les priorités des communautés orientent les plans annuels et l'allocation des ressources ; veiller à ce que les personnes les plus touchées par le changement climatique au sein des communautés bénéficient de manière équitable des efforts d'adaptation ; renforcer les mécanismes de financement climatique au niveau infranational afin d'orienter les fonds vers des investissements définis par les communautés ; et institutionnaliser les structures participatives, telles que les forums publics et les processus de consultation, tout en investissant dans les capacités de facilitation pour soutenir une prise de décision inclusive.

Pour les gouvernements nationaux : légiférer et financer des cadres d'adaptation décentralisés qui clarifient les rôles et les flux budgétaires entre les différents niveaux de gouvernement ; intégrer la LLA dans les plans nationaux d'adaptation (PNA), les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) ; et reconnaître officiellement les institutions communautaires par le biais de mécanismes juridiques ou politiques permettant une participation significative aux processus de planification et de financement.

Pour les bailleurs de fonds et les partenaires de développement : fournir un financement à long terme et flexible qui soutienne des voies d'adaptation évolutives plutôt que des cycles de projet courts ; valoriser les processus de gouvernance et de renforcement de la confiance au même titre que les résultats techniques ; et aligner le financement sur les systèmes décentralisés, en veillant à ce que les ressources parviennent aux niveaux infranationaux et soutiennent les institutions qui relient les communautés à la prise de décision et au financement.

Pour les organismes régionaux et continentaux :

Intégrer les principes de la LLA, notamment la prise de décision inclusive et locale, ainsi que l'accès direct au financement, au sein de cadres régionaux et continentaux harmonisés. Faciliter la mise en place de plateformes d'apprentissage par les pairs permettant aux gouvernements, aux praticiens et aux communautés d'échanger des expériences pratiques sur la mise en œuvre de la LLA, notamment le financement infranational, la planification participative et la gouvernance dirigée par les communautés. Soutenir la reproduction et l'institutionnalisation de modèles efficaces dirigés localement dans tous les pays.



Participants à l'atelier LLA organisé par le CDKN lors de leur visite du barrage de Machakos, au Kenya. Crédit photo : CDKN

Conclusion

Le succès de l'approche « LLA » ne dépend pas seulement de ses résultats, mais aussi de la manière dont ceux-ci sont obtenus. Notre conception de la LLA comme une adaptation équitable et pilotée par les communautés place le leadership, la participation et la prise de décision inclusive au cœur de cette démarche. Ces processus ne sont pas des fins en soi, mais les moyens grâce auxquels l'adaptation peut atteindre les personnes les plus touchées par le changement climatique et répondre aux divers besoins et priorités au sein des communautés. Cet aspect sera approfondi dans un prochain rapport du CDKN.

L'atelier d'apprentissage a confirmé que les communautés africaines ne se contentent pas de s'adapter : elles jouent un rôle moteur. Leur ingéniosité, leurs savoirs locaux et leur action collective constituent l'épine dorsale de la résilience climatique à travers le continent. Alors que les bailleurs de fonds, les gouvernements, les praticiens et les chercheurs s'efforcent de développer l'approche LLA à plus grande échelle, la leçon à retenir est claire : il faut investir dans les personnes, dans les relations, dans les systèmes de gouvernance et dans les processus à long terme qui permettent aux communautés de mener leur propre parcours d'adaptation, en particulier au sein des divers groupes sociaux qui présentent des capacités, des besoins et des priorités variés.

L'approche LLA n'est pas un modèle de projet. Il s'agit plutôt d'une transformation de notre conception du leadership, des savoirs et du pouvoir dans l'action climatique. L'Afrique montre déjà la voie.

Auteur: Fatema Rajabali

Critiques: Essia Guezzi, Lucia Scodanibbio, Lisa McNamara, Mairi Dupar, Nadia Sitas, Patricia Bamanyaki

Éditeurs: Cris Robertson, Robin Heuermann

Photo de couverture : Des participants prennent part à des tables rondes lors de l'atelier du CDKN sur l'apprentissage par l'action (LLA) au Kenya, Crédit photo: CDKN



Un éleveur pastoraliste, membre du Réseau des éleveurs pour la conservation de la NaPO. Crédit photo : Arash Ghoddousi

Climate and Development Knowledge Network (CDKN)

Le Réseau de connaissances sur le climat et le développement (CDKN) est un programme mondial dirigé par les pays du Sud, fondé en 2010. Ce programme est géré par SouthSouthNorth et mis en œuvre en partenariat avec la Fundación Futuro Latinoamericano et ICLEI South Asia. Le CDKN œuvre à l'amélioration du bien-être des populations les plus touchées par le changement climatique dans les pays du Sud, en particulier les groupes marginalisés, grâce à des actions transformatrices favorisant la résilience climatique. Nous travaillons en partenariat avec les secteurs public, de la société civile et privé afin de mobiliser les connaissances, le leadership et les capacités dans les pays du Sud, du niveau local au niveau mondial.



Photo de groupe des participants à l'atelier du CDKN sur l'approche LLA à Machakos, au Kenya. Crédit photo : CDKN



www.cdkn.org

cdkn@southsouthnorth.org

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada, dans le cadre du programme du Réseau de connaissances sur le climat et le développement (CDKN). Les opinions exprimées dans le présent document ne reflètent pas nécessairement celles du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, ni celles du CRDI ou de son Conseil d'administration, ni celles des entités gérant le CDKN. Copyright © 2026, Réseau de connaissances sur le climat et le développement. Cet ouvrage est mis à disposition sous une licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale (CC BY-NC 3.0).